

Burundi : l'opposition exige l'annulation de l'enregistrement des électeurs

@rib News, 10/12/2014 â€“ Source AFP Les 18 partis d'opposition du Burundi, unis pour la premiÃ¨re fois, ont demandÃ© mercredi Ã la commission Ãlectorale "l'annulation" des opÃrations d'inscription sur les listes Ãlectorales, accusant de "fraude massive" le parti au pouvoir. Depuis le dÃbut, fin novembre, du processus conduit par la Commission Ãlectorale nationale indÃpendante (CÃni), mÃdias, opposition et sociÃtÃ civile ont dÃnoncÃ des fraudes et des irrÃgularitÃs.

"Depuis que le processus d'enrÃlement des Ãlecteurs a commencÃ, la CÃni a dÃjÃ reÃsu les preuves innombrables d'une opÃration de fraude massive organisÃe par le parti au pouvoir", ont affirmÃ les dirigeants des partis d'opposition dans une lettre adressÃe Ã la commission. "Nous vous demandons d'annuler le rÃsultat du pseudo-enrÃlement", ont-ils ajoutÃ dans cette lettre dont copie a ÃtÃ distribuÃe Ã la presse, dÃnonÃant notamment des "fraudes Ã la carte d'identitÃ. Une coalition de l'opposition, l'Alliance dÃmocratique pour le changement (ADC-Ikibiri) qui regroupe une dizaine de partis, avait dÃjÃ dÃnoncÃ la "distribution massive" de cartes d'identitÃ aux membres du parti au pouvoir par les administrations locales, et leur refus d'en dÃlivrer aux sympathisants de l'opposition. Dimanche, l'influente confÃrence des ÃvÃques catholiques du Burundi avait fait Ãtat de "beaucoup d'irrÃgularitÃs" dans les opÃrations d'enregistrement. Le ministre de l'IntÃrieur Edouard Nduwimana a lui-mÃme reconnu "pas mal d'irrÃgularitÃs". "La CÃni partage le constat qu'il y a eu un certain dysfonctionnement", a dÃclarÃ mercredi le prÃsident de la commission, Pierre-Claver Ndayicariye, lors d'une confÃrence de presse. "Les instruments pour l'organisation d'un scrutin juste, Ãquitable et transparent existent", a-t-il cependant assurÃ, Ãvoquant notamment "l'encre indÃlÃbile que l'on mettra sur le doigt de chaque Ãlecteur". Selon la CÃni, quelque 3,2 millions d'Ãlecteurs avaient ÃtÃ enregistrÃs lundi soir, alors que l'Institut des statistiques du Burundi estime le nombre d'Ãlecteurs Ã 4,8 millions. Le processus a ÃtÃ prolongÃ jusqu'au vendredi 12 dÃcembre. La communautÃ internationale a exprimÃ depuis plusieurs mois ses inquiÃtudes sur les tensions croissantes au Burundi Ã l'approche des Ãlections de 2015, sur fond de violence politique et d'entraves aux libertÃs. Dans une note confidentielle qui avait fuitÃ, l'ONU a fait Ãtat de distributions d'armes Ã des membres de l'aile jeunesse du parti au pouvoir, ce que Bujumbura a dÃmenti. L'histoire de ce petit pays des Grands Lacs est jalonnÃe de massacres ethniques et le pays a connu une sanglante guerre civile entre 1993 et 2006. Les prÃcÃdentes Ãlections de 2010, boycottÃes par l'opposition, avaient dÃbouchÃ sur des violences.